



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BNP PARIBAS

16, boulevard des Italiens
75 009 Paris

Références : E/25-0314
Code AIOT : 0006515808

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement BNP PARIBAS implanté sur la commune de Bailly-Romainvilliers (77 700). L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BNP PARIBAS
- 77 700 Bailly-Romainvilliers
- Code AIOT : 0006515808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BNP PARIBAS est autorisée à exploiter une activité relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, sur la commune de Bailly-

Romainvilliers, par :

- l'arrêté préfectoral n°12/DCSE/IC/092 du 16 novembre 2012 pour le bâtiment MAE1 au titre des rubriques 2910-A-1, 1432-2-b, 2925, 1185-2-a ;
- le courrier préfectoral du 16 juillet 2020 actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 1185-2a-a et 2925-2 ;
- l'arrêté préfectoral n°2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022 pour la poursuite de l'exploitation du bâtiment MAE1 et l'exploitation du nouveau bâtiment MAE2 au titre des rubriques 3110-A, 1185-2-a, 2925-1 et 4734-1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure	1 mois
11	Stockage enterré de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 8.2.1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 3.2.3	Sans objet
4	Mesures périodiques de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 3.2.5	Sans objet
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.2	Sans objet
6	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.3	Sans objet
7	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.4	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.4.5	Sans objet
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.6.6	Sans objet
12	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 9.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour objet de contrôler uniquement le bâtiment MAE1, site existant. Le site est bien tenu. L'exploitant semble avoir trouvé une solution pour réduire les fuites de fluides frigorigènes récurrentes en 2023 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Les fuites de fluide frigorigène détectées au cours des années 2023 et 2024 ont fait l'objet de rapports d'accident transmis très tardivement au service environnement de la Préfecture de la Seine-et-Marne, entre 5 et 14 mois après la survenue des fuites. Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a indiqué que, grâce à la refonte du système informatique, les rapports d'accident ou d'incident seront adressés plus rapidement dorénavant. Un point de situation sera réalisé lors de la prochaine visite de l'inspection au 2 ^e trimestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classée les rapports d'accident ou d'incident dans un délai de 15 jours après la survenue de l'accident ou de l'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.
Constats : Le constructeur des groupes froids réalise 2 contrôles d'étanchéité par an. Le prestataire chargé de la maintenance a rajouté à sa ronde une recherche visuelle des fuites potentielles sur les groupes froids. Les joints de condenseurs ont été remplacés sur l'ensemble des groupes froids des modèles ayant présenté des fuites en 2023 et 2024. Des protections supplémentaires (block fitting) ont été rajoutées sur les joints remplacés. Une analyse est en cours sur les équipements sous pression de cette marque pour déterminer si ces réparations permettent de supprimer les fuites de fluides frigorigènes ou si un système de protection ou de confinement plus performant devra être installé. Un point de situation sera réalisé lors de la prochaine visite de l'inspection au 2 ^e trimestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier l'efficacité des solutions mises en œuvre pour empêcher de nouvelles fuites de fluide frigorigène et transmettre les conclusions des investigations réalisées sur les équipements sous pression à l'origine des fuites de fluide frigorigène en 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit relever annuellement les heures de fonctionnement des groupes électrogènes et doit s'engager à les faire fonctionner chacun moins de 500 h/an (calculées sur une année glissante). [...]
Constats : Les groupes électrogènes du site n'ont pas été mis en service en 2024 en raison de l'absence de coupure de l'alimentation électrique. Ils n'ont fonctionné que pour les essais mensuels et la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures périodiques de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Pour tous les appareils de combustion, fonctionnant moins de 500 heures par an, des mesures périodiques des teneurs en monoxyde de carbone (CO) sont exigées a minima toutes les 500 heures d'exploitation, pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans. Le contrôle périodique réglementaire est effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Constats : Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport d'essais de mesure des rejets atmosphériques des groupes électrogènes du bloc X, réalisé par la société APAVE le 7 août 2024, ne relevant pas d'observation ;- le rapport d'essais de mesure des rejets atmosphériques des groupes électrogènes du bloc Y, réalisé par la société APAVE le 7 août 2024, ne relevant pas d'observation ;- le rapport d'essais de mesure des rejets atmosphériques des groupes électrogènes du bâtiment administratif, réalisé par la société APAVE le 25 juillet 2024, ne relevant pas d'observation. Ces documents ont été transmis par mail le 14 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.[...]
Constats : Le 13 janvier 2025, en préparation de la visite de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail le tableau de suivi des stocks de fioul (carburant des groupes électrogènes), à la date du 10 janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : L'ensemble du site, tant à l'intérieur du bâtiment MAE1 qu'à l'extérieur, est maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. Une surveillance est assurée en permanence sur le site.
Constats : L'accès au site est contrôlé par le personnel de sécurité présent 24 h/24, 365 j/an, dans la guérite située à l'unique entrée du site. En dehors des services de secours, seules les personnes ayant reçu une autorisation d'accès, demandée à l'avance, peuvent accéder au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Ces vérifications sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. [...]
Constats : Le 13 janvier 2025, en préparation de la visite de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des installations de protection foudre, réalisé par la société BUREAU VERITAS le 14 mars 2024. Ce rapport relève une non-conformité. Le 14 février 2025, l'exploitant a transmis par mail le tableau de suivi des installations de protection foudre. La non-conformité relevée par la société BUREAU VERITAS a été levée le 22 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Le 13 janvier 2025, en préparation de la visite de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le certificat Q18 réalisé par la société BUREAU VERITAS le 29 septembre 2023, ne relevant pas de non-conformité ;- le rapport quadriennal de vérification des installations électriques réalisé par la société BUREAU VERITAS le 29 septembre 2023, relevant 3 non-conformités ;- le rapport de vérification des bornes incendie réalisé par la société EUROFEU le 30 octobre 2023, ne relevant pas de non-conformité ;- le rapport de vérification des installations de brouillard d'eau réalisé par la société UXELLO les 7 mars et 25 septembre 2024, relevant 3 non-conformités ;

- le certificat N4 réalisé par la société EUROFEU le 11 septembre 2023, ne relevant pas de non-conformité ;
- le procès-verbal d'intervention sur le parc d'extincteurs par la société EUROFEU le 21 novembre 2023, notant 17 extincteurs à remplacer ;
- le procès-verbal d'intervention sur les installations de désenfumage par la société EUROFEU le 30 octobre 2023, ne relevant pas de non-conformité ;
- la fiche de maintenance des portes coupe-feu entre le bâtiment tertiaire et la zone d'activité par la société PORTAFEU le 16 novembre 2023, relevant 2 non-conformités ;
- la fiche de maintenance des portes coupe-feu entre le rez-de-chaussée et la zone d'activité par la société PORTAFEU le 16 novembre 2023, ne relevant pas de non-conformité ;
- la fiche de maintenance des portes coupe-feu entre la terrasse et le sous-sol par la société PORTAFEU le 16 novembre 2023, notant 17 portes à remplacer ;
- le procès-verbal d'intervention sur les robinets d'incendie armés réalisé par la société EUROFEU le 21 novembre 2023, relevant 2 non-conformités ;
- les comptes-rendus d'intervention de maintenance préventive sur le système de sécurité incendie réalisé par la société SIEMENS les 18 avril et 21 septembre 2024, ne relevant pas de non-conformité ;
- les certificats Q7 réalisés par la société SIEMENS le 29 mai 2024, pour le système de sécurité incendie du bâtiment 1, de l'extension, du bâtiment tertiaire et du brouillard d'eau.

Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le tableau de suivi des installations électriques indiquant la levée des non-conformités relevées dans le rapport quadriennal de vérification des installations électriques de 2023 ;
- le procès-verbal d'intervention sur les robinets d'incendie armés réalisé par la société EUROFEU le 18 décembre 2024, ne relevant plus de non-conformité.

L'exploitant indique que :

- la totalité des extincteurs seront remplacés en 2025, après un changement de prestataire ;
- les 3 non-conformités sur le système de brouillard d'eau n'ont pas été traitées. L'exploitant n'a pas transmis de prévisionnel de mise en conformité ;
- seules 3 portes coupe-feu ont été remplacées. L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de cette action, ni le prévisionnel de mise en conformité.

Il est rappelé à l'exploitant que les contrôles réglementaires devant, à minima, être réalisés tous les ans, ce dernier doit s'assurer de disposer au plus tôt des rapports de contrôle afin d'effectuer les travaux de mise en conformité dans les meilleurs délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les documents relatifs aux contrôles des installations de lutte contre l'incendie suivants :

- le certificat Q18 de 2024 ;
- le rapport de vérification des installations électriques de 2024 ;
- le rapport de vérification des bornes incendie réalisé de 2024 ;
- le certificat N4 de 2024 ;
- le procès-verbal d'intervention sur le parc d'extincteurs de 2024 ;
- le procès-verbal d'intervention sur les installations de désenfumage de 2024 ;
- le procès-verbal d'intervention sur les robinets d'incendie armés de 2024.

L'exploitant doit justifier le contrôle des extincteurs en 2024 et leur remplacement en 2025 (bon de commande signé), la levée des non-conformités relevées en 2024 sur le système de brouillard

d'eau et le remplacement des portes coupe-feu.

À cet effet, il est proposé à Monsieur le préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant de justifier des mesures prises pour lever les non-conformités observées au niveau des moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 7.6.6

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a présenté les attestations des sessions de 2023 de formation des équipiers de première intervention pour l'ensemble du personnel présent sur le site. L'exploitant a indiqué que 2 exercices d'évacuation sont réalisés annuellement.

Une réflexion est en cours au sujet des formations, pour prendre en compte l'augmentation du périmètre (extension), les modifications du télétravail, et pour l'intégration d'un module sûreté.

Le 14 février 2025, l'exploitant a transmis par mail :

- les attestations des sessions de 2023 de formation des équipiers de première intervention, par la société SOTEL ;
- les comptes-rendus des exercices d'évacuation réalisés les 11 juin et 21 août 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage enterré de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 8.2.1.9

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles

Prescription contrôlée :

[..] Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Constats :

<p>Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle de l'étanchéité des 3 cuves desservant les groupes électrogènes du bâtiment exploitation a été réalisé entre décembre 2024 et janvier 2025. Les rapports n'ont pas encore été fournis par la société. Le contrôle de l'étanchéité des 2 cuves desservant les groupes électrogènes du bâtiment tertiaire n'a pas pu être réalisé et était en cours de reprogrammation.</p> <p>Le 14 février 2025, l'exploitant a transmis par mail les certificats d'inspection des 3 cuves du bâtiment exploitation réalisés par la société PROCUVES, le 13 décembre 2023, ne relevant pas de non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les certificats d'inspection de l'ensemble des cuves pour les années 2024 et 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Bilan environnemental annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, Article 9.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnemental annuel</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées. de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : NO_x, SO₂. <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le 13 janvier 2025, en préparation de la visite de l'inspection, l'exploitant a transmis les bilans environnementaux 2022 et 2023.</p> <p>Ces bilans indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réduction de la consommation globale d'eau grâce à un programme d'optimisation énergétique du site ; - une augmentation de la consommation de fuel liée à la réalisation de tests supplémentaires sur les groupes électrogènes ; - l'absence d'impact du site sur les eaux souterraines pour les éléments chimiques analysés.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

